

Conseil national de la refondation : Pourquoi les concertations dans les établissements ne décollent pas



- Les Conseils nationaux de la refondation (CNR) dédiés à l'éducation visent à faire émerger, au niveau local, des initiatives de nature à améliorer la réussite ou le bien-être des élèves, ou bien encore à réduire les inégalités scolaires.
- Le président de la République et le ministre de l'Éducation étaient en déplacement ce lundi à Aix-en-Provence pour assister à un CNR dans un collège.
- Mais force est de constater que les CNR éducation sont peu nombreux, les équipes pédagogiques ne s'étant pas saisies du dispositif pour plusieurs raisons.

La mayonnaise n'a pas trop pris, il faut reprendre la recette. Emmanuel Macron a assisté ce lundi à un Conseil national de la refondation (CNR) consacré à l'éducation à Aix-en-Provence, en compagnie de Pap Ndiaye. Une concertation dans une classe de 6e du collège Jas-de-Bouffan dans le but de faire émerger des initiatives pédagogiques. Le président et son ministre de l'Éducation voulant ainsi braquer les projecteurs sur ce dispositif.

Car depuis le mois d'octobre, les écoles, collèges et lycées volontaires peuvent lancer des CNR locaux. Ces derniers doivent donner naissance à des projets qui peuvent viser à booster la réussite des élèves, à améliorer leur bien-être ou à lutter contre les inégalités. Des projets qui, s'ils sont validés par les rectorats, pourront être financés dans le cadre d'un fonds de soutien pédagogique doté de 500 millions d'euros sur le quinquennat. Ces CNR symbolisent la nouvelle méthode que souhaite suivre Emmanuel Macron et qui consiste à faire émerger du terrain les bonnes idées.

Peu de débats dans les établissements

Mais à ce jour, très peu d'établissements se sont lancés dans l'aventure. Selon le compte rendu du Conseil des ministres du 2 novembre, 840 établissements scolaires avaient « déjà démarré une concertation », et 7.500 prévoient de leur emboîter le pas, soit « 13 % du total des établissements ». D'où l'opération de promotion d'Emmanuel Macron et Pap Ndiaye aujourd'hui.

Un premier bilan bien maigre qui trouve son explication dans une rentrée agitée, selon Guislaine David, porte-parole du SNIPP-FSU : « Les chefs d'établissements ont dû gérer



le manque d'enseignants, assurer les remplacements, et ils affrontent désormais une nouvelle vague de Covid-19. Ils ne sont pas en capacité d'organiser une concertation avec l'équipe éducative, des élus locaux, des parents d'élèves... ». Alexis Torchet, secrétaire national du Sgen-CFDT, évoque lui l'usure mentale des équipes : « Le climat social est très dégradé après deux ans de pandémie. Les équipes pédagogiques ont fourni un travail très intensif et n'ont pas de temps de cerveau disponible pour s'engager dans d'autres projets que celui d'assurer le quotidien. »

« On ne voit pas trop l'intérêt du dispositif »

C'est sans compter le scepticisme de nombreux profs à l'égard des CNR : « On n'a pas attendu le gouvernement pour se mettre autour d'une table et lancer des projets. Donc on ne voit pas trop l'intérêt du dispositif », estime Sophie Vénéitay, secrétaire générale adjointe du syndicat enseignant SNES-FSU. Des doutes qu'ont tenté de lever des directeurs académiques des services de l'Éducation nationale (DASEN) et des inspecteurs académiques, en incitant les établissements à se lancer.

Face à ce manque d'enthousiasme, l'ambition des CNR éducation semble avoir baissé d'un cran. Alors qu'ils devaient être ouverts aux personnels, aux familles, aux élèves, aux élus locaux, aux représentants d'associations, « ça s'est souvent résumé à des réunions entre profs », constate Sophie Vénéitay.

« On est loin de la révolution copernicienne »

Et les projets qui ont commencé à émerger ne sont pas aussi innovants qu'on l'aurait pensé, selon Sophie Vénéitay : « D'après les premières remontées de terrain, les concertations ont abouti à des projets de végétalisation de cour de récréation ou d'accompagnement pédagogique des élèves. On est loin de la volonté de révolution copernicienne qui était vendue. » Bien souvent, les idées qui ont émergé collent à des préoccupations très concrètes, comme l'observe aussi Alexis Torchet : « Cela peut être la création d'ateliers de langues ou de maths, où le fait de faire venir un orthophoniste au sein de l'établissement pour faciliter la vie des élèves qui doivent le consulter. »

Pour Guislaine David, on assiste même à un détournement des CNR, « car on va chercher des projets que les écoles avaient déjà en gestation pour les faire rentrer dans le cadre. »

Des questions en suspens sur le financement

Restent aussi à savoir comment seront attribués les fonds prévus dans le cadre du CNR. « On ne connaît pas la répartition de l'enveloppe par académie. Et on sait que le rectorat peut très bien retoquer un projet en disant qu'il ne correspond pas aux priorités politiques du moment », déclare Sophie Vénéitay.

Autre question qui se pose, selon Alexis Torchet : « La reconduction pluriannuelle du dispositif. Car si un établissement obtient des financements une année, mais que ces derniers s'arrêtent celle d'après, cela sera très décevant », prévient-il.

